SUISSETQ



Votations

Suisse romande

Faits divers

个

Accueil | Suisse | Union européenne: «La Suisse nous regarde parfois comme papa et mamar

Abo Union européenne

«La Suisse nous regarde parfois comme papa et maman»

L'ambassadeur de l'UE en Suisse, Petros Mavromichalis, parle sans langue de bois des obstacles qui jonchent la voie bilatérale.





<u>Lise Bailat</u> - Correspondante au Palais fédéral, <u>Arthur Grosjean</u> - Correspondant au Palais fédéral

Publié: 24.09.2022, 07h56



Petros Mavromichalis, ambassadeur de l'UE en Suisse, s'exprime dans un français parfait. Il a des liens familiaux avec Genève. 24 HEURES/JEAN-PAUL GUINNARD

Il y a toujours de l'eau dans le gaz entre la Suisse et l'Union européenne. La numéro un de la diplomatie suisse, Livia Leu, a reproché récemment à l'UE de jouer la montre et de pratiquer une politique de pression envers la Suisse. Qu'en pense l'ambassadeur de l'UE en Suisse, Petros Mayromichalis? Interview cash et exclusive.

L'UE est-elle toujours vexée que la Suisse ait jeté à la poubelle l'accord institutionnel?

L'Union européenne n'est pas vexée. Elle ne comprend pas qu'après tant de décennies de négociations, de concessions faites à la Suisse, on en soit arrivé à cette impasse. Mais notre porte reste ouverte. Il y a eu des rencontres entre Ignazio Cassis et de nombreuses personnalités de haut niveau de l'UE, incluant en 2022 la présidente von der Leyen. Nous avons mené quatre discussions exploratoires avec la secrétaire d'État Livia Leu et deux avec le Service d'action extérieure. Comme vous voyez, on ne chôme pas.



Dans une interview récente donnée à la «N77» la secrétaire d'État Livia

Leu accusait l'Union européenne de jouer la montre et de pratiquer une politique de pression envers la Suisse.

Adrian Moser

On a l'impression, comme le dit Livia Leu, que l'UE joue la montre et qu'il ne se passe rien.

Vous plaisantez, j'espère? Nous attendons patiemment depuis quinze ans de résoudre les problèmes institutionnels. L'UE ne joue pas la montre mais attend qu'on lui propose des solutions crédibles.

La Suisse a fait une proposition. Elle veut régler les aspects institutionnels de manière verticale, accord après accord. Ce n'est pas crédible?

Le diable est dans les détails. Veut-on vraiment des règles différentes accord par accord? On serait alors dans une situation aussi compliquée qu'aujourd'hui. Quelles exceptions veulent les Suisses? Ce n'est toujours pas très clair.

«Et de quoi parle-t-on ici? De l'hypothétique type qui serait au chômage et qu'il faudrait mettre à la porte après cinq ans.»

Petros Mavromichalis, ambassadeur de l'UE en Suisse

Si. La Suisse veut des exceptions concernant la protection des salaires et éviter des abus à l'aide sociale.

Ces craintes sont-elles justifiées? L'UE lutte aussi contre le dumping vu que le niveau salarial est différent selon les pays. Quant aux prestations sociales, qu'est-ce qui vous fait croire que des ressortissants européens viendraient massi-

vement profiter de l'aide sociale? Une étude d'Avenir Suisse conclut d'ailleurs que le coût ne serait pas très important. La Suisse est pleine de médecins allemands, formés en Allemagne pour un coût de 170'000 euros. Il y a un manque criant d'infirmières en Rhône-Alpes. Pourquoi? Parce qu'elles travaillent toutes dans les cantons de Genève et Vaud. Et de quoi parle-t-on ici? De l'hypothétique type qui serait au chômage et qu'il faudrait mettre à la porte après cinq ans. C'est ce qui fâche l'UE. On a l'impression que la Suisse veut le beurre, l'argent du beurre et les faveurs de la laitière.

Vous profitez aussi de la Suisse. La balance commerciale penche en votre faveur et on fournit à des ressortissants de l'UE des centaines de milliers d'emplois.

Tout à fait, c'est gagnant-gagnant! On parle ici de problèmes, mais les relations entre l'UE et la Suisse sont très bonnes. Il n'y a aucun pays au monde avec lequel nous ayons autant d'accords, autant de valeurs communes. Si nos citoyens viennent chez vous, et vice versa, c'est qu'ils se sentent bien.

Pourquoi faire pression alors?

Il ne s'agit pas de faire pression. Nous ne sommes pas obligés de poursuivre un modèle de participation à notre marché intérieur qui ne nous convient pas. En 1999, lorsque nous avons signé les premiers accords bilatéraux, la Suisse avait déposé une demande d'adhésion. Aujourd'hui, c'est différent. Nous ne voulons plus de cette approche sélective. Tant que les questions institutionnelles ne seront pas réglées, nous ne progresserons pas. Nous le disons depuis des années.

Certes, mais pourquoi punir la Suisse sur le programme scientifique Horizon Europe alors que vous acceptez la Turquie ou Israël?

La Turquie est un pays candidat à l'adhésion et Israël est couvert par la politique de voisinage.

Donc vous êtes plus voisin avec Israël qu'avec la Suisse?

Israël fait partie de la politique de voisinage à laquelle la Suisse n'a pas souhaité s'associer. La Suisse n'est pas exclue, elle n'est pas pleinement associée.



«La Suisse, quand elle participe à notre marché intérieur, doit respecter nos règles. Nous ne voulons pas de passe-droit», déclare l'ambassadeur de l'UE.

24 HEURES/JEAN-PAUL GUINNARD

La Suisse veut des accords sectoriels, l'UE un accord global. Les discussions vont-elles traîner encore dix ans?

Ce que nous voulons est assez simple: là où la Suisse participe à notre marché intérieur, elle doit respecter nos règles. Nous ne voulons pas de passe-droit. Nous voulons une solution globale. Cela ne sert à rien de nous dire: «On va reprendre vos règles dans le domaine de l'électricité mais pas pour la libre circulation des personnes.»

Chacun campe sur ses positions. Que faut-il pour que ça bouge?

On véhicule cette image fausse en Suisse que l'UE ne fait pas de concessions. Dans les négociations sur l'accordcadre, l'UE avait fait des concessions majeures: participation de la Suisse aux processus de décision, possibilité

aor ao ra carocc a air processas ao accioror, possibiri

d'être exemptée du respect des règles moyennant compensation au cas où le peuple suisse les aurait rejetées, la création d'un tribunal arbitral pour trancher les différends. Si en plus on veut retirer la libre circulation du champ d'application d'un futur accord, il ne restera rien. L'UE s'est pliée en quatre pour satisfaire la Suisse, et ce n'est pas nous qui avons claqué la porte. Nous sommes ouverts à une approche sectorielle à condition que les problèmes soient résolus partout.



Petros Mavromichalis, ambassadeur de l'UE en Suisse, porte à son revers un pin UE-Suisse.

24 HEURES/JEAN-PAUL GUINNARD

«J'ai davantage de famille à Genève qu'en Grèce.»

Petros Mavromichalis

On vous sent très impliqué. Avez-vous un lien fort avec la Suisse?

J'ai davantage de famille à Genève qu'en Grèce. Dans les années 50, mon grand-père qui était médecin a envoyé ses cinq enfants étudier en Suisse. Mon oncle et ma tante sont restés et se sont installés. J'ai donc de la parentèle à Genève qui, comme tous les migrants, a contribué au développement de cette société.

Est-ce que ce côté affectif joue un rôle dans votre fonction d'ambassadeur?

Un ambassadeur doit être capable de faire preuve d'empathie pour le pays hôte, sans pour autant oublier qui il représente. En cela, une bonne connaissance du pays est utile. Je pense sincèrement que l'UE fait de gros efforts pour la Suisse. Cette image d'une UE méchante qui punit la Suisse est très éloignée de la réalité.

Mais l'équivalence boursière, Horizon Europe, ce sont quand même des punitions!

Ce n'est pas une punition mais une décision de notre part de ne pas poursuivre l'approche sélective. Je vais vous donner un exemple de vraie punition: pendant des décennies, on vous a cassé les pieds avec les problèmes liés au secret bancaire et vous nous avez ignorés. Après, un autre partenaire est arrivé avec son gros bâton, a administré des amendes en milliards de dollars et la Suisse a très vite fait volte-face.

«La Suisse nous regarde parfois comme papa et maman qui auraient donné des bonbons à tous ses enfants sauf à elle.»

Petros Mavromichalis

Vous voulez faire comme les États-Unis?

Non, justement pas. Mais il n'y a pas de droit de la Suisse à participer à Horizon Europe ou à obtenir l'équivalence boursière d'office. La Suisse nous regarde parfois comme papa et maman qui auraient donné des bonbons à tous ses enfants sauf à elle. Mais elle n'est pas membre, elle n'est plus candidate à l'adhésion, ne fait pas partie de l'Espace économique européen. Ce sont des choix souverains de la Suisse.

Frontex, le milliard de cohésion, les sanctions contre la Russie: quoi que fasse la Suisse, ce n'est jamais assez pour l'UE.

Nous avons la même impression. Je vous ai énuméré toutes les concessions que nous avons faites, et ça a été en pure perte.





Berne le 22 septembre 2022. Petros Mavromichalis, ambassadeur de l'UE en Suisse.

24 HEURES/Jean-Paul Guinnard

Pourra-t-on compter sur la solidarité européenne si on vient à manquer de gaz cet hiver?

Absolument. Je pense que la solidarité entre voisins est importante. On l'a vu pendant le Covid. Nous avons soigné les patients des uns et des autres. L'UE a reconnu le certificat Covid de la Suisse. Quand c'est urgent, quand il y a péril en la demeure, la Suisse pourra toujours compter sur l'UE et vice versa, je pense.

La Suisse suit la politique européenne d'accueil des réfugiés ukrainiens, avec le statut S. Cette protection sera-t-elle prolongée?

Tout dépendra de la situation en Ukraine. Si cette guerre absurde et barbare se poursuit, il est clair que la population ukrainienne continuera à avoir besoin de protection en Suisse comme dans nos États membres. Je vois mal comment on pourrait renvoyer les gens chez eux.

Lise Bailat est correspondante parlementaire à Berne. Elle couvre avant tout la politique fédérale. Auparavant, elle a travaillé pour Le Temps, L'Hebdo, Le Matin, ainsi que pour les Radios Régionales Romandes. <u>Plus</u> d'infos

@LiseBailat

Arthur Grosjean est correspondant politique au Palais fédéral depuis août 2011. Il exerce la profession de journaliste depuis plus de 30 ans. Il a occupé diverses fonctions comme chef de rubrique (Suisse, Genève) et rédacteur en chef adjoint. Plus d'infos

@arthurflash

Vous avez trauvé una arraur? Marei de nave la cidader

vous avez trouve une erreur: mercrue nous la signaler.

104 commentaires